

CM 68 : Comment Emmanuel Macron appauvrit l'Etat

Le 2 août dernier, le ministère des Comptes publics a publié la situation du budget de l'Etat à fin juin 2018, autrement dit à la moitié de l'année. Six mois, cela commence à donner une bonne vision de ce que sera l'ensemble de l'année : l'Etat a déjà reçu en particulier plus de la moitié des recettes fiscales qu'il a prévu d'engranger sur 2018. Or ce bilan fait apparaître une situation inquiétante.

Selon le ministère des Comptes publics, les recettes fiscales de l'Etat ont reculé de 2,4 % par rapport au premier semestre 2017 à périmètre constant. Compte tenu d'une inflation qui se situe à 2,1 % sur un an en juin dernier, cela signifie en réalité une baisse en volume de 4,5 %. Considérable : cela creuse un trou de 14 milliards d'euros sur l'année, 0,6 point de PIB.

Mais le plus inquiétant c'est la façon dont le gouvernement a engendré ce trou dans les rentrées fiscales. Les recettes des taxes qui pèsent sur les gens ordinaires - la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (TICPE), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou encore l'impôt sur le revenu - augmentent en volume en 2018 par rapport à la même période de 2017.

Les recettes fiscales qui font chuter l'ensemble ne sont concentrées que sur l'impôt sur les sociétés d'une part, et les autres impôts d'autre part. Ceux-ci regroupent surtout les différentes formes d'imposition du capital : impôt de solidarité sur la fortune (ISF) devenu impôt sur la fortune immobilière (IFI), droits de successions, impôt forfaitaire sur les revenus du capital... Or ce dernier poste chute à lui seul de 39 % en volume par rapport à 2017, l'équivalent de 10,5 milliards d'euros sur l'année.

Autrement dit, bien que les gens ordinaires continuent à acquitter de plus en plus d'impôts, l'Etat va être obligé de réduire significativement les services qu'il leur rend à cause de l'ampleur considérable des cadeaux fiscaux consentis aux entreprises et aux très riches...

Bruno Bourgeon, président d'AID

<http://aid97400.re>

D'après Alternatives Economiques du 17/08/2018